

À LA UNE

**Livre Blanc Procos - Alliance du commerce
« 22 propositions pour le développement du
commerce » à l'occasion des présidentielles**



Procos et l'Alliance du Commerce se sont associées pour défendre des propositions essentielles pour que soit mis en place un « Plan Commerce 2030 » dès le début du prochain quinquennat.

Ce livre blanc rappelle la situation actuelle et les enjeux qui se présentent au secteur et aux commerçants, mais aussi aux villes et au prochain gouvernement :

- Des enjeux d'emploi local en priorité, **le commerce est le plus gros employeur privé de France, devant l'industrie** avec plus de trois millions de salariés.
- **Des enjeux de forme de commerce demain et de liens entre celui-ci et les villes et territoires.** Le contexte concurrentiel actuel de la consommation et du commerce n'est plus celui d'hier. Les concurrents d'aujourd'hui et de demain ne sont pas obligatoirement présents territorialement dans la zone de chalandise, voire même sur le territoire français : grandes plateformes internationales, réseaux sociaux... sont autant d'acteurs qui donnent accès aux produits sans être présents physiquement dans le territoire. **Il faut bien comprendre que nous avons changé de dimension et, qu'en conséquence, il faut modifier le prisme et l'échelle des raisonnements pour comprendre ce qui peut se passer.**
- **Des enjeux de « décommercialisation » possible de certains territoires si l'on n'investit pas assez massivement et assez vite** et ceci pas seulement dans la ruralité ou les villes moyennes mais également dans des territoires métropolitains, **comme nous l'avons connu par le passé en manière de désindustrialisation. C'est aujourd'hui possible !** Si les conditions d'exploitation locale ne sont pas réunies (fiscalité, coûts immobiliers ...) d'autres modes de vente et d'autres stratégies d'entreprises pourront être privilégiés avec des **enjeux d'emplois local, d'animation territoriale et d'aménagement.**

Et dans ce cas, quel secteur viendra se substituer au commerce pour créer des emplois locaux pour les habitants comme a pu partiellement le faire le commerce lorsque l'industrie a disparu de certains territoires ?

Il faut donc multiplier par deux la capacité actuelle d'investissement des enseignes et commerçants en passant de 2 % du chiffre d'affaires par an à 4 % minimum et le faire vite. Il en va de l'avenir de nombreux commerces pour s'adapter vite aux transformations digitales et responsables.

Malgré tous les autres sujets internationaux, guerre en Ukraine, ou nationaux (réindustrialisation...), **le commerce doit être considéré comme une priorité pour le prochain quinquennat.**

Il est impératif :

- **Que le(a) prochain(e) président(e) fasse, dès la campagne, la preuve de son engagement et de sa compréhension des enjeux que représente le commerce** et de son engagement en faveur de ce secteur central pour la société de demain.
- Que le prochain gouvernement fasse la preuve de cet engagement à travers **un ministre du commerce de plein exercice.**
- **Que des moyens d'actions** sont mis en place à la hauteur des enjeux du secteur **dès le début du quinquennat ;**
- **Que tous les commerces, quelle que soit leur taille et leur localisation soient pris en compte** dans un plan commerce 2030 volontariste.
- Que le plan commerce s'appuie sur les nombreux leaders français du retail pour soutenir la forte présence internationale de la France dans ce secteur. **La France est fière de ses acteurs industriels, elle devrait l'être également de ses enseignes dont beaucoup sont des leaders européens voire mondiaux** dans tous les secteurs du commerce non alimentaire. Quelques exemples : Décathlon, Leroy Merlin, Etam, Yves Rocher, Fnac-Darty, ...

Reprenons quelques-unes mesures du Livre Blanc :

1. **Augmenter les capacités de financement** des entreprises à la sortie de la crise.
2. **Baisser les impôts de production** qui pèsent sur le magasin (TASCOM – 1 Mds€).
3. **Soutenir l'investissement** dans la transformation digitale et écologique (de 11 à 22 Mds€).
4. **Rééquilibrer les relations entre les locataires et les bailleurs** pour diminuer les coûts immobiliers et sauver le commerce physique.
5. **Développer un grand plan national de modernisation de toutes les zones de commerce** avec l'appui des 1 000 managers et d'un fonds de modernisation.
6. Permettre aux commerces d'adapter leurs horaires d'ouverture aux modes de vie des français.
7. **Soutenir l'emploi par le développement de la formation et de l'alternance** et promouvoir la diversité des métiers du Commerce.
8. **Assurer l'accès aux lieux de commerce** (études d'impact préalable sur les clients et les livraisons) lors de la mise en place des restrictions de circulation et de stationnement dans les villes.

Pour prendre connaissance de la totalité du Livre Blanc et le télécharger, ci-après [en cliquant ici](#). ■